

# **RAPPORT DE LA MISSION DE MOUVEMENTS SOCIAUX ET RESEAUX A HAITI**

21/23 Janvier 2010

Une Mission de 15 représentants d'organisations sociales dominicaines et de réseaux internationaux était à Port-au-Prince, Haïti, du 21 au 23 Janvier pour prendre contact et soutenir les organisations sociales, la société civile et leaders d'Haïti ainsi que les initiatives qui se mettent en place dans la situation post tremblement de terre.

## **Objectifs de la Mission:**

Contacteur les organisations sociales d'Haïti et les initiatives post tremblement de terre initiées, en contribuant à leur nécessaire regroupement et coordination.

Connaître la situation réelle d'Haïti, les conséquences de la catastrophe et les éventuelles causes de son ampleur.

## **Composition de la Mission:**

Les organisations, dynamiques dominicaines et réseaux internationaux: Confederación de Mujeres Campesinas, CONAMUCA, Cooperativa de Vivienda (COOPHABITAT), Confederación de Trabajadores Unitarios (CNUS), Foro Social Alternativo (FSA), Movimiento de Trabajadores Independientes (MTI), Articulación Nacional Campesina (ANC), Federación de Productores de Café (FEDERARE), Bloque de Productores del Bosque Seco, Cooperativa Unión Integral, Campaña de Solidaridad con Cuba, Comité de Solidaridad Con Haiti Nuevo Amanecer, Campaña Cero Desalojos, Asamblea de los Pueblos del Caribe, Alianza Internacional de Habitantes (AIH), Via Campesina, Jubileo Sur y Grito de los Excluidos, ont composé cette mission qui se trouvait à Port-au-Prince et ont développé diverses activités avec les organisations sociales et la société civile haïtienne.

## **Activités réalisées:**

### **JOUR 21:**

- Rencontre échange avec la Iniciativa Popular post tremblement de terre, mise en place par PAPDA et des organisations de Port-au-Prince. Travail de contribution à la consolidation du montage d'un Centre d'Opération Provisoire pour la Coordination des activités d'urgence des organisations à Port-au-Prince.
- Visite des zones les plus dévastées par le tremblement de terre à Port-au-Prince.
- Visite des campements de sinistrés.
- Conversations avec la population.

### **JOUR 22:**

- Rencontre échange avec des organisations de paysans, de quartiers, de femmes et d'ONG.
- Visite à l'Ambassade Dominicaine.
- Visite aux représentants d'institutions.

### **JOUR 23:**

- Réunion finale d'évaluation conjointe établissant les perspectives à suivre.
- Retour à Saint Domingue.

## **LE TREMBLEMENT DE TERRE**

Le 12 Janvier 2010, à 16:53:09 heure locale, a retentit le tremblement de terre qui a dévasté partiellement différentes municipalités des départements Ouest, incluant Port-au-Prince, et Sud-est dont le chef-lieu est Jacmel. L'épicentre de la catastrophe était situé entre 10 et 15 km de Port-au-Prince, capitale d'Haïti. Selon le Service Géologique des Etats-Unis, le séisme aurait eu une magnitude de 7.3 et aurait été généré à une profondeur de 10 km. Depuis lors, de constantes répliques ont été enregistrées, de 6.1, 5.9, 5.5, 5.1, etc.

Les conséquences engendrées sur le pays le plus pauvre d'Amérique ont été dévastatrices. Les organismes de l'ONU et d'autres organismes ont donné des chiffres variables sur le nombre de morts et de blessés, allant des 50 initiaux à 75.000, 100.000, jusqu'à 200.000 morts, 250.000 blessés et plus d'un million de personnes sans abris. Il n'existe pas encore de chiffres fiables du nombre exact de victimes. Il s'agit d'une des catastrophes humanitaires les plus désastreuses de tous les temps.

Les survivants quant à eux sont regroupés dans des campements couverts pour la plupart de draps et morceaux de tissus, exposés aux intempéries, quasiment sans service de base et avec des problèmes d'alimentation. On estime que plus de 35% des survivants sont partis de Port-au-Prince, ayant bénéficié par le gouvernement de la gratuité du transport. Dans le même temps les nouvelles venant de Jacmel indiquent que les survivants, regroupés dans un stade de football, connaissent aussi de grandes difficultés.

### **Evaluation des Organisations Haïtiennes:**

“C'est la première fois que nous tous, en tant qu'habitants des villes et des campagnes, nous sommes témoins d'un désastre de cet ampleur. Il n'y a eu aucune prévision malgré le fait que la catastrophe était annoncée. S'il avait existé la moindre planification et sensibilisation nous aurions pu éviter tant de pertes de vies humaines. La population est traumatisée depuis mardi, des milliers de personnes sont décédées. C'est une catastrophe nationale étant donné que presque toutes les familles ont au moins un de leur membre qui vit dans la capitale. Les paysans ont aussi été affectés, avec la destruction de maisons, comme c'est le cas dans le Sud-est (Jacmel), Croix des Bouquets, Kenscoff, Arcahaie, la Ferrière (Plateau Central), Sarazin (Mirbalais). La population vit dans la peur de rester dehors et à l'intérieur des habitations, elle se trouve à l'extérieur sans protections avec leurs familles et attendent une aide qui n'arrive toujours pas, alors qu'elle est annoncée et promotionnée internationalement...

La capitale est une ville faite pour 250.000 personnes et non deux millions... il existe une seule université qui se trouve aussi à Port-au-Prince où tout est concentré.

Il existe des problèmes psychologiques de grande ampleur, beaucoup de personnes, quelque-soit leur âge, se trouvent dans la rue avec des traumatismes mentaux du fait de la perte de membres de leur famille et de leurs biens.

Il faut ajouter à cela le fait que depuis la catastrophe, les Etats-Unis profitent de la situation pour amener leurs troupes à occuper les points stratégiques, ce qui pour nous représente une entrave à la souveraineté du pays.

Le déplacement des personnes vers les provinces renforce la misère qui existe déjà. Maintenant une famille paysanne de 10 personnes augmente de 15, 20, 25 voire 30 personnes. Ainsi on peut prévoir un manque de nourriture, les paysans vont se servir de leurs réserves, provoquant sans doute une grande crise alimentaire, comme cela a pu se produire antérieurement, puisque les forces d'occupation n'avaient contribué à développer aucun de ces espaces pendant ces années.

Les hôpitaux de provinces reçoivent des blessés de la capitale, dans des états graves, avec des fractures, mais ils n'ont pas de matériels pour les opérer et de médicaments pour les soigner. De plus, certaines provinces comme celle de Gonaïves ne sont pas assez sûres pour accueillir des personnes.

L'urgence et la distribution de l'aide se concentre fondamentalement dans la capitale, même si la population ne reçoit encore presque rien, la logique d'opération oublie les provinces.

Travailler dans l'urgence, à l'échelle d'un pays, et définir un plan stratégique pour la reconstruction participative dans un processus de débat est très important... Actuellement nous sommes dans la phase d'urgence humanitaire, ensuite nous pensons passer à la phase de reconstruction et de consolidation. Il est possible que deux visions se confrontent, celle du gouvernement et de beaucoup d'institutions internationales en faveur d'une reconstruction pour la spéculation immobilière et la vision populaire de reconstruction participative sans dette externe.

L'aide de la République Dominicaine qui est arrivée depuis le début est très estimée, qu'elle provienne de l'Etat ou de la société civile et des mouvements sociaux, représentant une aide « entre peuples » qui habitent la même île.

### **Evaluation de la situation par la Mission:**

Le tremblement de terre, même s'il n'a touché que le Département de l'Ouest, dont Port-au-Prince est la capitale, et le Sud-Est, où se situe Jacmel, constitue une catastrophe nationale qui, selon certaines sources, affecte plus de 90% des familles haïtiennes.

Initialement, le gouvernement et la Minustah se sont effondrés, à l'instar des bâtiments, et n'ont fait preuve d'aucune initiative. Les organisations sociales contactées relatent comment les gens, spontanément, ont commencé à porter secours aux victimes, et ensuite à enterrer leurs morts. Cependant les cadavres de nombreuses victimes écrasées sous les bâtiments n'ont pas encore pu être dégagés, ce qui augmente les risques d'épidémies.

Autre fait préoccupant constaté : les restrictions auxquelles font face les organisations sociales haïtiennes, qui ont développé des actions d'urgence depuis le tout début. En

effet, l' "aide internationale" n'est généralement pas coordonnée avec elles. Les états qui "occupent" Haïti les ignorent, et une grande partie des groupes de volontaires et des organisations qui arrivent travaillent sans réelle connaissance de la réalité concrète haïtienne. Cependant il faut souligner le rôle joué par ces institutions et personnes qui se sont rapprochées des églises et des autres rares institutions, rendant ainsi la mise en place du secours humanitaire dans la situation d'urgence vécue par Haïti aujourd'hui.

On a pu constater la forte présence militaire, que beaucoup qualifient d' "occupation étrangère", les restrictions, la faiblesse de l'aide alimentaire et médicale, le peu d'engins envoyés par les pays développés pour fouiller les décombres et dégager les victimes qui restent très nombreuses dans ces endroits.

La mission estime également préoccupant le fait que le gouvernement et d'autres secteurs favorisent le départ de Port-au-Prince des personnes indemnes et des blessés vers les communes et les zones rurales, en mettant en place des transports gratuits, ce qui pourrait laisser la ville "vide" pour une reconstruction en faveur de la spéculation immobilière. Celle-ci est considérée comme une des causes possibles de la gravité de l'impact de la catastrophe, en construisant pour les "affaires" sans prendre en compte les normes de construction pour l'habitation.

Cet exode a débordé les capacités d'accueil des hôpitaux des municipalités. Il a également aggravé la situation de famine des familles dans ces zones.

La mission a constaté l'absence de situations d'anarchie ou de pillage, contrairement à ce qu'ont annoncé certains médias internationaux. La population vit surtout dans les rues, nombreux sont ceux qui ne souhaitent pas rester à l'intérieur des maisons ayant résisté au tremblement de terre. On a observé des commerces détruits - avec encore leurs marchandises - qui n'ont pas subi de vols. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas certains éléments et situations d'insécurité.

### **Résultats de la Mission :**

Les objectifs fixés ont été remplis, signe de la réussite de la mission. Contact a été pris avec l'initiative mise en œuvre par la PAPDA et six autres organisations lors de la phase post tremblement de terre.

La Mission a contribué au regroupement d'une partie importante des organisations sociales de Haïti, avec l'apport d'un générateur électrique, de logistique et des ressources minimales pour les rendre opérationnelles, contribuant ainsi à la consolidation de l'initiative post tremblement de terre mise en place par la Plate-forme Haïtienne pour le Développement Alternatif (PAPDA) et six autres organisations. Elles se sont maintenant constituées en une Coordination pour l'urgence et la reconstruction participative, regroupant plus de 20 organisations de divers secteurs (ONG, organisations paysannes, syndicales, de femmes, de jeunes, pour les Droits de l'Homme, de quartier, etc.), avec un bureau, siège unitaire des opérations, et deux centres de santé et de soin aux sinistrés.

La mission a pu se faire une idée objective de l'envergure de la catastrophe, de l' "invisibilité" de ladite "aide humanitaire", ainsi que des craintes soulevées par le risque que la "reconstruction" se transforme en un projet piloté par la spéculation immobilière, sur la base d'un endettement accru de Haïti, ou qu'elle reste sur le papier, comme le sont restées jusqu'alors les aides annoncées par les gouvernements du nord et de la communauté internationale, alors que la souveraineté et la dignité nationales de Haïti ne sont pas respectées.

Des liens ont été établis entre les organisations haïtiennes, dominicaines, et les réseaux internationaux, afin de canaliser la solidarité "entre peuples".

### **Accords et engagements:**

#### **Les organisations dominicaines ont convenu de :**

Faire des démarches auprès de l'Université Autonome de Saint Domingue et des universités privées pour qu'elles accordent des exonérations et autres facilités aux étudiants qui ont perdu des proches ou dont les familles ont subi des dommages importants à l'occasion du tremblement de terre.

Demander au gouvernement dominicain de maintenir la frontière ouverte afin de faciliter l'arrivée de l'aide humanitaire d'urgence, et de négocier, dans le cadre de son soutien au gouvernement haïtien en matière d'agriculture (tracteurs, semences,...) la prise en considération de la participation des organisations paysannes de Haïti.

Faire des démarches auprès de la Plate-forme d'Aide à Haïti et établir des liens de communication avec la Coordination des Organisations de Haïti, afin qu'une partie de l'aide collectée soit directement canalisée.

#### **De leur côté, les organisations haïtiennes prennent les engagements suivants:**

Approfondir le travail de coordination réalisé dans la situation d'urgence qui touche le pays, avec une attention particulière pour les personnes blessées et sinistrées. Elles demandent pour cela le soutien et la solidarité internationale "entre peuples"....

"Aider les personnes sinistrées en leur fournissant des produits alimentaires, des vêtements, des tentes, des médicaments, du savon, et en facilitant l'extraction et la purification de l'eau potable"... Penser une reconstruction décentralisée après la phase humanitaire.... Monter un plan de production national.

- Définir une stratégie pour la reconstruction participative associant les sinistrés et la population haïtienne.
- Elaborer une cartographie des quartiers populaires de Port-au-Prince permettant de localiser précisément les zones touchées où canaliser l'aide.

- Définir des commissions de travail au sein de la Coordination, consolider et développer les centres de soin à la population sinistrée.
- Réaliser une rencontre des organisations paysannes, convoquée par les membres de Vía Campesina à Haïti, préalablement à la prochaine rencontre ou assemblée de la Coordination.
- Organiser sous 15 jours une large rencontre de la Coordination, en y intégrant les nouveaux secteurs.

### **Engagements mutuels:**

- Etablir un mode d'échange et de communication permanent entre les organisations.
- Réaliser dans un délai d'un mois une rencontre binationale.

### **Conclusions:**

1. Faire savoir à la Coordination des Organisations Sociales de Haïti que les organisations dominicaines sont disposées à envoyer des groupes de volontaires pour travailler dans la période actuelle d'urgence avec elles, en contribuant à l'organisation des sinistrés de manière à concrétiser la mise en place des services offerts avec leur participation active.
2. Demander aux réseaux internationaux :
  - De faire pression sur la communauté internationale et les pays du nord pour avoir l'assurance que la reconstruction de Haïti se fera avec la population, de manière participative, sans endettement extérieur ni atteinte à sa souveraineté. Une reconstruction qui serve le peuple et non la spéculation immobilière.
  - De contribuer à ce que l'aide de la coopération internationale décentralisée pour le développement envoie les fonds directement aux organisations du peuple haïtien (et aux autorités locales qui partagent cette approche) pour une reconstruction participative et sans expulsions forcées des habitants.
3. Demander à la Plate-forme Dominicaine "Aide à Haïti" d'établir un canal de communication permanent avec la Coordination des Organisations haïtiennes et les prendre en considération au moment de distribuer les aides obtenues.
4. Il est convenu de convoquer une rencontre avec les mouvements sociaux afin de diffuser le rapport de la mission, ainsi qu'une rencontre avec les professionnels, les étudiants et les jeunes haïtiens résidant dans le pays.

Confederación de Mujeres del Campo (CONAMUCA)

Cooperativa de Producción Social de la Vivienda y el Hábitat, COOPHABITAT

Confederación Nacional de Unidad Sindical, CNUS

Articulación Nacional Campesina, ANC

Foro Social Alternativo

Campaña Cero Desalojos

Campaña de Solidaridad con Cuba

Movimiento de Trabajadores Independientes, MTI

Comité de Solidaridad con Haiti, Nuevo Amanecer

Cooperativa Unión Integral

Federación de Productores de Café, FEDECARE

Bloque de Productores del Bosque Seco

Asamblea de los Pueblos del Caribe, APC

Alianza Internacional de Habitantes, AIH

Vía Campesina – CLOC

Jubileo Sur

Grito de los Excluidos

Saint Domingue, République Dominicaine, 25 janvier 2010

ADENDA:

A) Centre d'Opération Provisoire des Organisations Haïtiennes

Canape Vert - Rue Fernand - Impasse Gabriel No 6, Port-au-Prince

Téléphones d'urgence: Camille Chalmers:

Portable : +509 3837 1899 / +509 3461 1455

Courrier électronique: [camille.chalmers@papda.org](mailto:camille.chalmers@papda.org)

B) LISTE DES ORGANISATIONS HAITIENNES PARTICIPANTES

**Rencontres de Port-au-Prince**

**21-23 janvier 2010**